

**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 12 DECEMBRE 2022**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE BAGNÈRES-DE-LUCHON**

**Liste des délibérations affichée le : 19/12/2022.**

L'an deux mil vingt-deux, le douze décembre, à dix-huit heures et trente minutes, le conseil municipal s'est réuni, sous la présidence de monsieur Eric AZEMAR, maire, en session ordinaire dans la salle du conseil municipal, en mairie de Bagnères-de-Luchon, sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le maire, le huit décembre deux mille vingt-deux conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du code général des collectivités territoriales.

***M. le maire procède à l'appel des élus.***

**Étaient présents** : M. Eric AZEMAR, maire, M. Gilles TONIOLO, Mme Catherine DERACHE, Mme Sabine CAZES, M. Michel LERAY, Adjoints au Maire.

M. Gilbert TORRES, M. Pierre FOURCADET, M. Jean-Christophe GIMENEZ, Mme Michèle CAU, Mme Françoise de SABRAN. Conseillers Municipaux.

**Excusés** :

M. Claude LACOMBE, ayant donné procuration à M. Eric AZEMAR

Mme Michèle BOY, ayant donné procuration à M. Pierre FOURCADET

Mme Marilyne MIETTE, ayant donné procuration à M. Gilbert TORRES

Mme Audrey CONAN, ayant donné procuration à M. Jean-Christophe GIMENEZ

M. Louis FERRE, ayant donné procuration à Mme Michèle CAU

**Absents** : Mme Françoise BRUNET LACOUÉ, M. Olivier PERUSSEAU, M. Gérard SUBERCAZE, M. John PALACIN.

***M. le maire, constate que le quorum est atteint et ouvre la séance.***

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT.

***M. le maire rappelle les procurations.***

M. Claude LACOMBE, ayant donné procuration à M. Eric AZEMAR

Mme Michèle BOY, ayant donné procuration à M. Pierre FOURCADET

Mme Marilyne MIETTE, ayant donné procuration à M. Gilbert TORRES

Mme Audrey CONAN, ayant donné procuration à M. Jean-Christophe GIMENEZ

M. Louis FERRE, ayant donné procuration à Mme Michèle CAU

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, Mme Françoise de SABRAN ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

***Il est procédé à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour.***

**1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 29 NOVEMBRE 2022.**

***Mme CAU fait remarquer qu'à la page 8, « L'avenant n°1 au marché à procédure adaptée, relatif à la réalisation de travaux de terrassement et d'aménagement des abords de la télécabine... », il est marqué que le montant forfaitaire est de 30 677,60 € HT, avec un montant total du marché à 204 713,76 € TTC. Elle souligne ensuite qu'à la page 9, le montant total reste similaire, alors que le montant forfaitaire est de 42 844,80 € HT. Elle pense qu'il s'agit peut-être d'une erreur qu'il faut corriger.***

*M. le maire prend note de la remarque. Il se peut également que 30 677,60 € soit la première somme, 42 844,80 € la deuxième. Il ajoute qu'il est possible qu'une troisième somme survienne plus tard.*

*Mme CAU conçoit qu'il puisse exister deux tranches mais ne pense toujours pas que le montant total du marché soit le même.*

*M. TONIOLO note que le montant total du marché inclut l'aménagement de Galliéni. Il s'agit seulement de la tranche de 2022 puisque le montant total est bien plus élevé que cela.*

*M. le maire pense que le montant total du marché est bien de 170 594,80 € HT dans les deux cas. Le premier versement a été de 30 000, et le second de 42 000, soit 72 000. Il manque donc encore 100 000 € environ mais cela reste à confirmer.*

*M. TONIOLO fait remarquer l'annulation de cet avenant n°1, juste en dessous du passage cité par Mme CAU. Il ne reste donc plus que les 42 844,80 € HT.*

*À défaut d'autres questions, M. le maire soumet le PV au vote.*

Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

*M. le maire informe l'assemblée que cinq points ont été supprimés dans l'ordre du jour :*

- les points 7 et 23 qui concernent les autorisations à constituer des garanties pour certains créanciers de l'Agence France Locale ;*
- et les points 16, 17 et 18 qui concernent les affaires thermales.*

*M. le maire explique aux élus que le budget des Thermes disparaîtra à la fin de l'année. Il n'est donc pas nécessaire de prendre une délibération pour ensuite l'annuler.*

*Mme VIVOT (DGS de la commune) précise qu'un budget Délégation de Service Public (DSP) sera établi, mais sans autonomie financière.*

## Affaires centre équestre

### Affaires financières

#### 1. DECISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET DU CENTRE EQUESTRE

Rapporteur : M. le maire.

Transmission au contrôle de légalité le 14/12/2022.

Affichée le 14/12/2022.

##### *Présentation de la délibération*

*M. le maire note une diminution de 15 000 € en crédits dans les dépenses.*

*M. FOURCADET demande à quoi correspondent ces 15 000 €.*

*Mme CAZES répond qu'il s'agit de salaires.*

*M. FOURCADET rapporte qu'il a tenu une réunion avec les personnes qui ont des chevaux en garde au centre équestre. Il demande s'il est envisagé d'embaucher un second palefrenier pour pallier l'arrêt maladie du palefrenier principal.*

*M. le maire pense plutôt que l'inscription de salaires a été oubliée. Afin de garder l'équilibre du budget, il a fallu diminuer les frais de fonctionnement en achats stockés pour inscrire le montant indiqué dans les salaires.*

*M. FOURCADET ajoute qu'un candidat a été reçu, justement pour seconder le palefrenier actuel. Il demande s'il est possible d'embaucher cette personne ou non.*

*M. TONIOLO répond que cela s'inscrira dans le budget 2023.*

*M. FOURCADET rapporte que certains propriétaires de chevaux se sont plaints que les soins, la nourriture et l'eau ne soient pas toujours suffisants, alors qu'une convention a été signée avec ces personnes.*

*Mme FOURES (DAF) explique que cela vient des heures supplémentaires effectuées par les agents, et de la DM n°1 de juin qui a retiré 36 000 € à ce même chapitre pour les salaires.*

*M. le maire conclut qu'il s'agit d'une régularisation d'une décision modificative (DM) qui avait été trop ambitieuse, et d'un réajustement des heures supplémentaires. Quant à l'embauche d'un second palefrenier, le sujet sera abordé en 2023.*

M. le maire propose aux élus l'adoption de la décision modificative N°2 du budget centre équestre comme suit :

31042 Code INSEE	BAGNERES DE LUCHON CENTRE EQUESTRE	DM n°2 2022
---------------------	---------------------------------------	-------------

# **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal**

DM 2

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-801 : Achats stockés - Matières premières (et fournitures)	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-8411 : Salaires, appointements, commissions de base	0,00 €	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>0,00 €</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>0,00 €</b>		<b>0,00 €</b>

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie centre équestre du 12/12/2022.

Suite à un débat contradictoire, monsieur le maire propose à l'assemblée de décider :

- D'approuver la décision modificative N°2 du budget centre équestre telle que présentée en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve la décision modificative N°2 du budget centre équestre telle que présentée en séance.

## **2. INSCRIPTION DU QUART DES CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023 DU BUDGET DE LA REGIE CENTRE EQUESTRE.**

**Rapporteur : M. le maire**

### **Présentation de la délibération**

**M. le maire explique qu'il faut affecter 25 % du montant des investissements prévisionnels de 2022, soit 13 750 €, pour permettre au centre équestre de bien fonctionner en attendant le vote du budget 2023.**

M. le maire expose aux élus que l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que:

*« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

*Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.*

*En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement,*

*dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »*

L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessous, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Il est proposé au conseil municipal de permettre à monsieur le maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25 % avant l'adoption du Budget de la regie du centre equestre qui devra intervenir avant le 15 Avril 2023.

CHAPITRE	BP 2022	25 %
21- Immobilisations corporelles	55 000 €	13 750 €

Répartis comme suit:

CHAPITRE	OPERATION	ARTICLE	CREDITS OUVERTS 2023
21- Immobilisations corporelles	100- investissement 2022	2188	13 750 €

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du centre équestre du 12/12/2022.

Après en avoir délibéré, monsieur le maire propose à l'assemblée :

- de l'**AUTORISER** jusqu'à l'adoption du Budget primitif de la regie du centre equestre 2023, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le conseil municipal, après deliberation à l'unanimité,

- **AUTORISE le maire**, jusqu'à l'adoption du Budget primitif de la regie du centre equestre 2023, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

## Affaires golf

### Affaires financières

#### **3. INSCRIPTION DU QUART DES CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023 DU BUDGET DE LA REGIE GOLF**

**Rapporteur : M. le maire.**

##### Présentation de la délibération

**M. le maire informe les élus qu'après l'avis favorable émis par le conseil d'exploitation, il est proposé d'affecter 25 % des crédits d'investissement de 2022 pour permettre le bon fonctionnement de la régie du Golf pour 2023, en attendant l'adoption du budget, soit un montant de 7 500 €.**

M. le maire expose aux élus que l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités territoriales dispose que:

*« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

*Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.*

*En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »*

L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessous, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Il est proposé au conseil municipal de permettre à monsieur le maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25 % avant l'adoption du Budget de la régie du GOLF qui devra intervenir avant le 15 Avril 2023.

CHAPITRE	OPERATION	ARTICLE	BP	CREDITS OUVERTS 2023
21	OP 100: INVESTISSEMENTS 2022	2182 – Matériel de transport	17 000 €	4 250 €
		2188- Autres	13 000 €	3 250 €
		<b>Total</b>	<b>30 000 €</b>	<b>7 500 €</b>

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie du golf du 12/12/2022.

Après en avoir délibéré, monsieur le maire propose à l'assemblée :

- de l'**AUTORISER**, jusqu'à l'adoption du Budget primitif de la régie du Golf 2023, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- **AUTORISE le maire**, jusqu'à l'adoption du Budget primitif de la régie du Golf 2023, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

### Affaires thermales

#### Affaires financières

#### 4. **DECISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET DES THERMES.**

**Rapporteur** : M. le maire

**Transmission au contrôle de légalité le 14/12/2022.**

**Affichée le 14/12/2022.**

#### **Présentation de la délibération**

***M. le maire indique qu'il s'agit d'un réajustement du poste « eau et énergie » pour 181 000 €, et l'inscription dans le budget d'un contrat de prestation, soit 80 000 € et de 19 000 € en dépenses diverses. Il précise que la modification des charges porte principalement sur l'électricité et le gaz.***

M. le maire propose à l'assemblée délibérante l'adoption de la décision modificative N°2 du budget des thermes comme suit :

<b>31042</b>	<b>BAGNERES DE LUCHON</b>	<b>DM n°2 2022</b>
Code INSEE	REGIE DES THERMES DE LUCHON	

#### **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal**

##### **DECISION MODIFICATIVE 2**

Désignation	Dépenses <sup>(1)</sup>		Recettes <sup>(1)</sup>	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-6061 : Fournitures non stockables (eau, énergie...)	0,00 €	181 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-611 : Sous-traitance générale	0,00 €	80 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-618 : Divers	0,00 €	19 000,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>	<b>0,00 €</b>	<b>280 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-658 : Charges diverses de la gestion courante	280 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>280 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>280 000,00 €</b>	<b>280 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total Général</b>	<b>0,00 €</b>		<b>0,00 €</b>	

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie des Thermes du 12/12/2022.

Suite à un débat contradictoire, monsieur le maire propose à l'assemblée de décider :

- D'approuver la décision modificative N°2 du budget des thermes telle que présentée en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve la décision modificative N°2 du budget des thermes telle que présentée en séance.

## 5. PROVISION POUR DEPRECIATION, BUDGET THERMES.

**Rapporteur : M. le maire**

**Transmission au contrôle de légalité le 14/12/2022.**

**Affichée le 14/12/2022.**

### **Présentation de la délibération**

***M. le maire informe les élus qu'après l'avis favorable émis par le conseil d'exploitation, il convient de constituer six créances en provisions, d'un montant total de 4 140,02 € qui datent de 2019, identifiées par la trésorière.***

M. le maire rappelle aux membres du conseil municipal le respect du principe de prudence et l'obligation de sincérité comptable obligeant à constituer une provision pour risques conformément à l'instruction comptable et budgétaire du budget des Thermes.

La provision doit être constituée par délibération à hauteur du risque d'irrecouvrabilité, lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes tiers est compromis malgré les diligences exercées par le comptable public. La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépense de fonctionnement du compte 6817 (dotation aux provisions/dépréciations des actifs circulants).

Au vu de l'état des restes à recouvrir depuis plus de deux ans (au 31/12 de l'exercice) transmis par la Trésorerie, Monsieur le maire propose aux élus de provisionner la somme de **4 141 €** :

COLLECTIVITÉ
17000-REGIE DES THERMES DE LUCHON

NOMENCLATURE
M4x

### **ÉTAT DE PROVISIONNEMENTS DES CRÉANCES**

Dès lors que la valeur probable de recouvrement d'une créance devient inférieure à sa valeur nette comptable, il est indispensable de constituer une provision.

La liste ci dessous recense les créances prises en charge depuis plus de deux ans (730 jours) non encore recouvrées à ce jour et enregistrées sur un compte de créances douteuses et/ou contentieuses.

#### **Information complémentaire :**

Les comptes 491 retracent les dépréciations des comptes 41 et les comptes 496 retracent les dépréciations des comptes 46. Les comptes 44 n'ont pas vocation à être dépréciés.

MONTANT TOTAL A PROVISIONNER ( calcul au taux de 20%)						4 140,02	
DEBITEUR	TITRE	DATE DE PEC	COMPTE	RESTE DU	DERNIERE ACTION	C/491x	C/496x
COMMUNE DE CAYENNE	T-703500000375	27/05/2019	4161	492,96	Mise en demeure produit hospitalier acte créé - 14/06/18	98,59	0,00
LPBE	T-81	07/05/2019	4161	6 527,57	Mise en demeure personnes publiques Acte de poursuite annulé - 22/02	1 305,51	0,00
LPBE	T-659	31/12/2019	4161	428,73	Mise en demeure personnes publiques Acte de poursuite annulé - 22/02	85,75	0,00
LUCHON FORME BIEN-ETRE	T-703500000093	27/05/2019	4161	6 158,86	Mise en demeure personnes publiques Acte de poursuite annulé - 22/02	1 231,77	0,00
LUCHON FORME BIEN-ETRE	T-703500000110	27/05/2019	4161	5 040,00	Mise en demeure personnes publiques Acte de poursuite annulé - 22/02	1 008,00	0,00
LUCHON FORME BIEN-ETRE	T-703500000185	27/05/2019	4161	2 052,00	Mise en demeure personnes publiques Acte de poursuite annulé - 22/02	410,40	0,00
Total à provisionner						4 140,02	0,00

M. le maire propose aux élus, après avoir délibéré,

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L2121-29, L2321-2, L2322-2 R2321-2 et R2321-3 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable ;

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie des thermes du 12/12/2022,

Considérant que le régime de provisionnement semi-budgétaire est de droit commun pour les communes ;

Considérant que le risque d'irrecouvrabilité de certaines dettes est avéré ;

- **DE DECIDER** de constituer une provision pour risques et charges d'un montant de **4 141 €** pour des créances réputées non recouvrables du budget des Thermes,
- **DE DECIDER** d'imputer ce montant à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs circulants » du budget des Thermes,
- **DE PRECISER** que la provision sera reprise partiellement ou totalement par émission d'un titre de recette au compte 7817 lorsque la provision n'aura plus lieu d'être.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- **DECIDE** de constituer une provision pour risques et charges d'un montant de **4 141 €** pour des créances réputées non recouvrables du budget des Thermes,
- **DECIDE** d'imputer ce montant à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs circulants » du budget des Thermes,
- **PRECISE** que la provision sera reprise partiellement ou totalement par émission d'un titre de recette au compte 7817 lorsque la provision n'aura plus lieu d'être.

6. **AUTORISATION A CONSTITUER DES GARANTIES POUR CERTAINS CREANCIERS DE L'AGENCE FRANCE LOCALE (AFL), THERMES.**

**Supprimée.**

**Affaires Ehpad ERA CASO**

**Affaires financières**

7. **DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE L'EHPAD ERA CASO.**

**Rapporteur** : M. le maire

**Transmission au contrôle de légalité le 14/12/2022.**

**Affichée le 14/12/2022.**

**Présentation de la délibération**

***M. le maire note qu'il s'agit d'une décision modificative n°1 du budget d'ERA CASO qui concerne l'affectation en rémunération principale de 220 000 €, compensée par des recettes équivalentes en provenance du Département ou de l'ARS. Il ajoute que le conseil d'exploitation a émis un avis favorable à ces inscriptions budgétaires.***

M. le Maire propose aux élus l'adoption de la décision modificative N°1 du budget de l'Ehpad ERA CASO comme suit :

<b>310785332</b>	<b>EHPAD ERA CASO</b>	<b>DM n°1 2022</b>
Code INSEE	Ehpad Era Caso	

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal**

**DECISION MODIFICATIVE**

Désignation	Dépenses <sup>(1)</sup>		Recettes <sup>(1)</sup>	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>EXPLOITATION</b>				
D-60612 : Energie, électricité	0.00 €	30 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-60613 : Chauffage	0.00 €	30 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6063 : Alimentation	0.00 €	20 000.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 011 : Groupe 1 : Dépenses afférentes à l'exploitation courante</b>	<b>0.00 €</b>	<b>80 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-64111 : Rémunération principale	0.00 €	220 000.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 012 : Groupe 2 : Dépenses afférentes au personnel</b>	<b>0.00 €</b>	<b>220 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-61561 : Informatique	0.00 €	9 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-61562 : Matériel médical	0.00 €	20 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6611 : Intérêts des emprunts et dettes	0.00 €	17 100.00 €	0.00 €	0.00 €
D-673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0.00 €	3 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6817 : Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants	0.00 €	5 000.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 016 : Groupe 3 : Dépenses afférentes à la structure</b>	<b>0.00 €</b>	<b>54 100.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
R-735111 : EHPAD et PUV-AM-héberg perm résidents affiliés à sécu	0.00 €	0.00 €	0.00 €	54 100.00 €
R-7351128 : EHPAD et PUV-AM-Autres financements complémentaires	0.00 €	0.00 €	0.00 €	200 000.00 €
R-7352281 : EHPAD et PUV-Dépt-Autres tarifs journaliers-hébergement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	80 000.00 €
R-7352282 : EHPAD et PUV-Dépt-Autres tarifs journaliers-dépendance	0.00 €	0.00 €	0.00 €	20 000.00 €
<b>TOTAL R 017 : Groupe 1 : Produits de la tarification</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>354 100.00 €</b>
<b>Total EXPLOITATION</b>	<b>0.00 €</b>	<b>354 100.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>354 100.00 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>354 100.00 €</b>		<b>354 100.00 €</b>

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 12/12/2022.

Suite à un débat contradictoire, monsieur le maire propose à l'assemblée de décider :

- D'approuver la décision modificative N°1 du budget ERA CASO telle que présentée en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve la décision modificative N°1 du budget ERA CASO telle que présentée en séance.

8. **INSCRIPTION DU QUART DES CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023 DU BUDGET DE LA REGIE DE L'EHPAD ERA CASO.**

**Rapporteur** : M. le maire

**Présentation de la délibération**

**M. le maire propose d'inscrire 25 % des dépenses d'investissement prévues en 2022, soit 75 162 €, pour permettre le bon fonctionnement de l'établissement ERA CASO, en attendant l'adoption du budget 2023. Il ajoute que le conseil d'exploitation a émis un avis favorable sur ce sujet.**

M. le maire expose aux élus que l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que:

*« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

*Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.*

*En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »*

L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessous, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Il est proposé au conseil municipal de permettre à monsieur le maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% avant l'adoption du Budget de l'EHPAD ERA CASO.

CHAPITRE	ARTICLE	BP 2022	25%
022	2135- Installations générales,agencements-aménagements constructions	280 848.24€	70 212€
	2154- Matériels et outillages	6 000.00€	1 500€
	2183- Matériel de bureau et matériel informatique	1 800.00€	450€
	2188 - Autres immobilisations corporelles	12 000.00€	3 000€
	<b>Total</b>	<b>300 648.24€</b>	<b>75 162€</b>

M. le maire propose ainsi à l'assemblée, après en avoir délibéré :

- de l'**AUTORISER**, jusqu'à l'adoption du Budget primitif de l'EHPAD ERA CASO 2023, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- **AUTORISE le maire**, jusqu'à l'adoption du Budget primitif de l'EHPAD ERA CASO 2023, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

## 9. PROVISION POUR DEPRECIATION, BUDGET EHPAD ERA CASO.

Rapporteur : M. le maire

Transmission au contrôle de légalité le 14/12/2022.

Affichée le 14/12/2022.

### Présentation de la délibération

**M. le maire propose de voter une provision pour dépréciation qui concerne une dizaine de créances, suite à des successions, pour un total de 3 096 €.**

M. le maire rappelle aux membres du conseil municipal le respect du principe de prudence et l'obligation de sincérité comptable obligeant à constituer une provision pour risques conformément à l'instruction comptable et budgétaire afférente au budget ERA CASO.

La provision doit être constituée par délibération à hauteur du risque d'irrecouvrabilité, lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes tiers est compromis malgré les diligences exercées par le comptable public. La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépense de fonctionnement du compte 6817 (dotation aux provisions/dépréciations des actifs circulants).

Au vu de l'état des restes depuis deux ans (au 31/12 de l'exercice) transmis par la Trésorerie, monsieur le maire propose aux élus de provisionner la somme de **3 096 €** :

COLLECTIVITÉ
52000-EHPAD ERA CASO -

NOMENCLATURE
M22

### ÉTAT DE PROVISIONNEMENTS DES CRÉANCES

Dès lors que la valeur probable de recouvrement d'une créance devient inférieure à sa valeur nette comptable, il est indispensable de constituer une provision.

La liste ci dessous recense les créances prises en charge depuis plus de deux ans (730 jours) non encore recouvrées à ce jour et enregistrées sur un compte de créances douteuses et/ou contentieuses.

Information complémentaire :

Les comptes 491 retracent les dépréciations des comptes 41 et les comptes 496 retracent les dépréciations des comptes 46. Les comptes 44 n'ont pas vocation à être dépréciés.

MONTANT TOTAL A PROVISIONNER ( calcul au taux de 20%)						3 095,55	
DEBITEUR	TITRE	DATE DE PEC	COMPTE	RESTE DU	DERNIERE ACTION	C/491x	C/496x
CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION	T-2406010431	26/07/2016	46726	29,71	Mise en demeure personnes publiques acte cré/46x - 30/05/22	0,00	5,94
CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION	T-103	25/02/2019	46726	2 377,86	Mise en demeure personnes publiques acte cré/46x - 30/05/22	0,00	475,57
CG 31 MARQUES FRANCOIS	T-335	14/03/2013	4164	1 405,63	Mise en demeure personnes publiques acte cré/46x - 05/02/20	281,13	0,00
CG 31 STE COLOMBE	T-454	12/04/2013	4164	1 400,27	Mise en demeure personnes publiques acte cré/46x - 05/02/20	280,05	0,00
CG31 PAGES M	T-979	10/11/2008	4164	937,03	Mise en demeure personnes publiques acte cré/46x - 29/01/20	187,41	0,00
CG31 PAGES M	T-1426	27/12/2013	4164	1 666,20	Mise en demeure personnes publiques acte cré/46x - 29/01/20	333,24	0,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL 31	T-1145	20/10/2014	4161	162,00	Mise en demeure personnes publiques acte cré/46x - 28/11/22	32,40	0,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL 31	T-1145	20/10/2014	4164	1 438,20	Mise en demeure personnes publiques acte cré/46x - 28/11/22	287,64	0,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL 31	T-1279	27/11/2014	4164	1 560,54	Mise en demeure personnes publiques acte cré/46x - 28/11/22	312,11	0,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL 31	T-1539	31/12/2014	4164	1 560,54	Mise en demeure personnes publiques acte cré/46x - 28/11/22	312,11	0,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL 92 APA	T-1129	17/11/2017	4164	3,06	Code emploi/46x ANV contentieux/46x 15/12/2021 - 01/0	0,61	0,00
CONSEIL D'XPARTEMENTAL 31	T-799	09/07/2013	4165	161,40	Mise en demeure personnes publiques acte cré/46x - 07/10/19	32,28	0,00
CPAM TOULOUSE	T-1174	31/12/2010	4161	2 775,31	Demande de renseignement demand/46x 04/03/2022 - 31/12/2022	555,06	0,00
Total à provisionner						2 614,04	481,51

M. le maire propose à l'assemblée, après avoir délibéré,

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L2121-29, L2321-2, L2322-2 R2321-2 et R2321-3 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable ;

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 12/12/2022 ;

Considérant que le régime de provisionnement semi-budgétaire est de droit commun pour les communes ;

Considérant que le risque d'irrecouvrabilité de certaines dettes est avéré ;

- **DE DECIDER** de constituer une provision pour risques et charges d'un montant de **3 096 €** pour des créances réputées non recouvrables du budget de l'Ehpad ERA CASO,

- **DE DECIDER** d'imputer ce montant à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs circulants » du budget de l'Ehpad ERA CASO,
- **DE PRECISER** que la provision sera reprise partiellement ou totalement par émission d'un titre de recette au compte 7817 lorsque la provision n'aura plus lieu d'être.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- **DECIDE** de constituer une provision pour risques et charges d'un montant de **3 096 €** pour des créances réputées non recouvrables du budget de l'Ehpad ERA CASO,
- **DECIDE** d'imputer ce montant à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs circulants » du budget de l'Ehpad ERA CASO,
- **PRECISE** que la provision sera reprise partiellement ou totalement par émission d'un titre de recette au compte 7817 lorsque la provision n'aura plus lieu d'être.

#### 10. **MISE A DISPOSITION ET TARIFICATION DES CHAMBRES D'HOTES.**

**Rapporteur : M. le maire.**

##### **Présentation de la délibération**

*Mme CAZES informe les élus que l'EHPAD ERA CASO dispose de trois chambres d'hôtes mises à disposition pour l'hébergement d'étudiants, de stagiaires ou de familles qui viennent dans l'établissement. Il est donc proposé de mettre en place une convention d'hébergement pour ces personnes, avec un tarif selon leur statut et la durée de leur séjour, ce qui permettra d'avoir des recettes supplémentaires et d'encadrer la mise à disposition de ces chambres.*

*M. le maire note que le conseil d'exploitation a également donné un avis favorable à l'adoption de cette délibération.*

M. le maire rappelle aux élus que l'EHPAD ERA CASO est doté de 3 chambres d'hôtes avec pour objectif l'hébergement :

- de familles sans logement en proximité venant visiter un résident,
- de professionnels sans logement de proximité,
- d'étudiants, de stagiaires.

M. le maire informe l'assemblée délibérante de la nécessité de mettre en place une convention de mise à disposition des chambres d'hôtes avec tarification individualisée selon le statut.

La proposition tarifaire est la suivante :

- 20 € ttc forfaitaire par nuit pour une personne,
- 100 € ttc forfaitaire par semaine pour une personne,
- 300 € ttc forfaitaire par mois pour une personne,
- 150 € ttc forfaitaire pour un étudiant/stagiaire, proratisé le cas échéant.

Ces forfaits seront majorés de 5 € ttc par nuits et par personne supplémentaire, dans la limite de 2 personnes par chambre.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'EHPAD ERA CASO du 12/12/2022.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante :

- D'approuver ce projet afin que qu'il puisse être approuvé par les tutelles.
- D'approuver la proposition tarifaire exposée en séance.
- D'approuver la convention exposée en séance.
- D'autoriser monsieur le maire à signer la convention et tous documents afférents à ce projet.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve le projet exposé en séance.
- Approuve la proposition tarifaire exposée en séance.
- Approuve la convention exposée en séance.
- Autorise monsieur le maire à signer la convention et tous documents afférents à ce projet.

#### 11. **MISE A DISPOSITION TARIFEE DU LOCAL « BIEN -ÊTRE »**

**Rapporteur:** M. le maire.

##### **Présentation de la délibération**

***Mme CAZES informe que l'EHPAD ERA CASO a mis à disposition un local « bien-être » pour les intervenants. Le prêt de ce local est encadré par une convention, et chaque prestataire devra reverser 5 % de son chiffre d'affaires pour l'utilisation de ce local. Cette convention permet d'encadrer les conditions et les obligations de chacun quant à la mise à disposition de ce local. M. le maire informe que le conseil d'exploitation d'ERA CASO a émis un avis favorable sur le sujet.***

M. le maire indique aux élus que comme pour toutes les interventions effectuées par un professionnel, il est recommandé de formaliser le cadre et les modalités de la prestation dans une convention entre le l'intervenant et l'établissement.

Celle-ci doit mentionner :

- La désignation des locaux ;
- Les conditions ;
- Les obligations réciproques ;

M. le maire informe l'assemblée délibérante de la nécessité de mettre en place cette convention avec la coiffeuse et l'esthéticienne qui interviennent au sein de l'EHPAD ERA CASO.

En contrepartie, les prestataires participent aux frais de fonctionnement du salon mis à leur disposition sur une base forfaitaire de 5 % du chiffre d'affaires mensuel correspondant à l'utilisation de fluides (eau, électricité) et à des frais de gestion. Le prestataire s'engage à dresser la liste des bénéficiaires des soins à la journée, selon un tableau récapitulatif annexé à la convention.

Cette liste est remise à l'accueil de l'EHPAD à la fin de la journée de prestations et signée des parties après vérification. Le cumul de ces listes permettra d'établir une facture trimestriellement à terme échu (titre de recette émis par la Direction des Finances) que le prestataire s'engage à payer dans le délai légal auprès de la Trésorerie Générale de Bagnères-de-Luchon.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 12/12/2022.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante :

- D'approuver ce projet afin qu'il puisse être approuvé par les tutelles,
  - D'approuver les modalités de participation aux frais de fonctionnement du salon mis à disposition aux prestataires exposés en séance et la mise en œuvre du paiement,
  - D'approuver la convention exposée en séance,
  - De l'autoriser à signer la convention et tout autre document afférent à ce projet.
- Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,
- Approuve le projet exposé en séance,
  - Approuve les modalités de participation aux frais de fonctionnement du salon mis à disposition aux prestataires exposés en séance et la mise en œuvre du paiement,
  - Approuve la convention exposée en séance,
  - Autorise monsieur le maire, à signer la convention et tout autre document afférent à ce projet.

### **Affaires communales**

#### **Affaires générales**

#### **12. REGIME DES DELEGATIONS.**

##### **Questions des élus.**

*Mme CAU fait remarquer qu'au titre du vingtième du texte, une ligne de trésorerie d'un million d'euros a été opérée avec la Caisse d'Épargne de Midi-Pyrénées et non avec l'Agence France Locale. Elle demande si cette décision a été prise car les conditions proposées par la Caisse d'Épargne étaient meilleures.*

*M. le maire le confirme. Il ajoute que la Commune renoue des relations importantes avec la Caisse d'Épargne, ce qui n'était plus le cas depuis longtemps. Il ajoute que le premier adjoint dispose de contacts privilégiés avec la direction nationale de la Caisse d'Épargne.*

*Il informe les élus qu'une convention a également été renouvelée entre l'EHPAD ERA CASO et la société des membres de la Légion d'Honneur pour les pensionnaires membres de cette institution.*

Le conseil municipal prend acte.

#### **13. DEROGATION RELATIVE AUX OUVERTURES DOMINICALES, ANNEE 2023**

**Rapporteur : M. le maire**

##### **Présentation de la délibération**

*M. le maire indique aux élus que l'un des principaux commerçants de la ville a formulé une demande d'ouverture d'une douzaine de dimanches, à savoir le 15 janvier, le 9 avril, tous les dimanches de juillet et d'août et enfin, le 10, le 17 et le 24 décembre.*

*Les employeurs feront fait appel au volontariat de leur personnel pour travailler.*

M. le maire informe l'assemblée délibérante que, conformément aux dispositions prévues par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 modifiée par la loi n°2016-1088 du 08 Août 2016, les modalités d'autorisation de dérogation au repos dominical des salariés (ouverture des commerces le dimanche) sont réglementairement encadrées.

Ainsi, le maire d'une commune peut accorder cette dérogation pour plus de 5 dimanches, un avis du conseil communautaire puis un avis du conseil municipal étant préalablement requis, conformément aux dispositions de l'article L 3132-26 du code du travail.

M. le maire indique aux membres du conseil municipal qu'une demande d'un professionnel du commerce implanté sur la commune a été adressée en mairie par courrier, afin d'obtenir une autorisation d'ouverture dominicale pour les dimanches suivants :

- Dimanche 15 janvier 2023.
- Dimanche 9 avril 2023.
- Dimanches 02, 16, 23 et 30 juillet 2023.
- Dimanches 06, 13 et 20 août 2023.
- Dimanches 10, 17, 24 décembre 2023.

Pour ces ouvertures dominicales, les employeurs feront appel au volontariat de leurs personnels, conformément aux dispositions de l'article L 3132-27-1 du code du travail.

Vu l'avis de la communauté de communes Pyrénées Haut Garonnaises,

M. le maire demande en conséquence à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur les dérogations au repos dominical aux dates exposées.

M. le maire précise aux élus municipaux qu'un arrêté municipal prévoira ultérieurement et après avis des organisations d'employeurs et de salariés, conformément à la réglementation, les conditions de mise en œuvre.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'émettre un avis favorable, sur les dérogations au repos dominical aux dates exposées en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, émet un avis favorable, sur les dérogations au repos dominical aux dates exposées en séance.

#### **14. PUBLICITE DES ACTES EN LIGNE, REPORT DE LA MISE EN ŒUVRE.**

**Rapporteur : M. le maire.**

##### **Présentation de la délibération**

***M. le maire informe les élus que pour des raisons techniques et administratives, la dématérialisation prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ne sera pas possible, il convient de la reporter au 1<sup>er</sup> janvier 2024.***

M. le maire rappelle aux élus qu'en séance du 07 juin 2022, l'assemblée délibérante a approuvé que la publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel de la collectivité s'effectuerait de la manière suivante :

Du 01/07/2022 au 31/12/2022 :

- *Publicité par affichage, hall de la mairie.*

A compter du 01/01/2023 :

- *Publicité sous forme électronique sur le site de la commune.*

La collectivité entendait ainsi poursuivre son engagement dans la dématérialisation tout en préparant les usagers à ce changement avec une communication adéquate notamment et également un travail en interne entre les services afin d'étudier les contraintes.

A ce jour, il n'a pas été possible de mener les actions nécessaires à la mise en œuvre de la publicité des actes en ligne.

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'approuver le report d'une année, soit, au 01 janvier 2024.

Cette disposition devrait permettre aux services de travailler sur ce dossier en tenant compte des exigences et obligations de chacun d'entre eux en disposant d'une période de travail préparatoire plus adaptée.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le report de la mise en œuvre de la publicité des actes en ligne au 01 janvier 2024 et en conséquence, la publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel de la collectivité de la manière suivante :

Du 01/01/2023 au 31/12/2023 :

- *Publicité par affichage, hall de la mairie.*

#### **Affaires financières**

#### **15. MONTANT DE LA SUBVENTION D'EQUILIBRE THERMES DU BUDGET PRINCIPAL.**

**Supprimée.**

#### **16. REMBOURSEMENT DES SALAIRES DES AGENTS FONCTIONNAIRES DES THERMES DU BUDGET THERMES AU BUDGET PRINCIPAL.**

**Supprimée.**

#### **17. REDEVANCE DU BUDGET THERMES AU BUDGET PRINCIPAL.**

**Supprimée.**

#### **18. DECISION MODIFICATIVE N° 4 DU BUDGET PRINCIPAL.**

**Rapporteur : M. le maire**

**Transmission au contrôle de légalité le 14/12/2022.**

**Affichée le 14/12/2022.**

#### ***Présentation de la délibération***

***M. le maire rappelle à l'assemblée que, pour la DSP des Thermes, l'État doit verser une subvention de 2 850 000 €. Comme les travaux ont commencé en juillet, la commune a fait appel à 30 % de cette subvention. L'État a donc versé 862 500 € (30 %), que la commune doit reverser à la Société d'exploitation des Thermes de Luchon pour le paiement des travaux.***

**D'autres délibérations viendront dans le courant de l'année. Le total des subventions s'élève à 12 500 000 €, hors FEDER. Il ajoute que cela fait 15 jours que la commune dispose de cette somme.**

M. le maire propose à l'assemblée délibérante l'adoption de la décision modificative N°4 du budget principal comme suit :

31042	BAGNERES DE LUCHON	DM n°4 2022
Code INSEE	Budget Communal	

#### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

##### DECISION MODIFICATIVE 4

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>INVESTISSEMENT</b>				
R-1311 : Etat et établissements nationaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	862 500,00 €
<b>TOTAL R 13 : Subventions d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>862 500,00 €</b>
D-2764 : Créances sur des particuliers	0,00 €	862 500,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 27 : Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00 €</b>	<b>862 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>0,00 €</b>	<b>862 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>862 500,00 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>862 500,00 €</b>		<b>862 500,00 €</b>

Suite à un débat contradictoire, monsieur le maire propose à l'assemblée de décider :

- D'approuver la décision modificative N°4 du budget principal telle que présentée en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative N°4 du budget principal telle que présentée en séance.

#### 19. DELIBERATION DE PRINCIPE DES MODALITES DE REVERSEMENT DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DES THERMES).

**Rapporteur : M. le maire.**

##### **Présentation de la délibération**

**M. le maire indique aux élus que le schéma présenté en séance en annexe à la délibération récapitule les intervenants et les flux financiers qui vont être organisés tout au long de la première partie de la DSP.**

**Un conseil municipal sera consacré exclusivement à l'avenant de cette DSP la semaine prochaine. Un des points à aborder durant ce conseil sera le retard d'un an qu'a pris le FEDER, qui participe à hauteur de 3 millions, ce qui a impacté les dates de versement des subventions et des droits d'entrée.**

Par délibération du 23 décembre 2022, le conseil municipal a validé la délégation de service public de l'établissement thermal. Aux termes du contrat signé le 19 janvier 2022, la société Arénadour, délégataire, est chargée de la réhabilitation, du développement et de l'exploitation de l'établissement thermal de Bagnères-de-Luchon.

Le délégataire ayant confié à la SIL (Société Immobilière de Luchon) la conception, le financement, la restructuration et/ou la démolition et la construction des Thermes.

Conformément à l'article 10 de la DSP et de son annexe, les subventions d'investissements pour les travaux de réhabilitation des thermes seront accordées à la commune sur la base des demandes de subventions portées par elle, laquelle procède aux reversements des aides auprès de la SIL

Le schéma retraçant les encaissements et les reversements est annexé à la présente délibération.

M. le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir :

- Approuver les modalités de reversements des subventions d'investissement.
  - L'autoriser à signer tout document nécessaire.
- Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,
- Approuve les modalités de reversements des subventions d'investissement.
  - Autorise le maire à signer tout document nécessaire.

20. **CREATION DU BUDGET ANNEXE DSP DES THERMES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023.**

**Rapporteur** : M. le maire.

**Présentation de la délibération**

***M. le maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'au 31 décembre 2022, le budget autonome des Thermes disparaîtra, ce qui laissera place au budget annexe « DSP des Thermes ». La trésorière a besoin de l'adoption de l'ouverture de ce budget annexe pour qu'elle puisse opérer les transactions qui y seront inscrites.***

M. le maire rappelle à l'assemblée délibérante que :

- Le budget annexe actuel régie des thermes a été créé par la commune pour une exploitation directe des Thermes par la commune ;
- Par délibération N°DEL20210170 du 23/12/2021 a été acté et approuvé le passage en Délégation de Service Public de la régie des thermes au 01/01/2023.

De ce fait, il convient de créer un budget annexe sans autonomie financière et sans personnalité morale "DSP des Thermes" au 01/01/2023.

Ce budget annexe :

- Sera régi par la nomenclature M4 et devra être assujetti à la TVA (redevance *d'occupation du domaine public assujetti à la TVA*).
- Retracerait principalement l'affectation des biens au délégataire et la perception de la redevance d'occupation du domaine public.

De plus, un procès-verbal de transfert entre le délégant et le délégataire sera à établir pour comptabiliser les opérations d'affectation si le contrat de DSP ne précise pas en détail les biens et subventions affectés.

M. le maire propose aux élus, après délibération,

- d'approuver la création d'un budget annexe sans autonomie financière et sans personnalité morale "DSP des Thermes" au 01/01/2023.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- approuve la création d'un budget annexe sans autonomie financière et sans personnalité morale "DSP des Thermes" au 01/01/2023 selon les modalités exposées en séance.

## 21. **DISSOLUTION DU BUDGET DE LA REGIE DES THERMES.**

**Rapporteur:** M. le maire.

### **Présentation de la délibération**

***M. le maire propose la dissolution du budget de la régie des Thermes au 31 décembre 2022, afin de basculer les écritures dans le budget annexe.***

M. le Maire rappelle aux élus que :

- Le budget annexe actuel régie des thermes a été créé par la commune pour une exploitation directe des Thermes par la commune ;
- Par délibération N°DEL20210170 du 23/12/2021 a été acté et approuvé le passage en Délégation de Service Public de la régie des thermes au 01/01/2023.

En accord avec Mme la Trésorière, il convient donc de :

- Dissoudre le budget annexe « Régie des Thermes » au 31/12/2022 ;
- Reprendre dans la comptabilité du budget principal 2023 de la commune l'actif, le passif et les résultats du budget annexe « Régie des Thermes".

De plus,

- Sur précisions comptables complémentaires de la Trésorière (acté le 08/12/2022),
- Étant donné qu'il est impossible d'ouvrir un BP 2023 de la régie des Thermes, la DSP étant effective au 01/01/2023,

La commune de Bagnères-de-Luchon prendra en charge sur son budget principal 2023 :

- Toutes les recettes et dépenses relatives à la fin de gestion du budget régie des Thermes, la journée complémentaire ne pouvant pas s'appliquer dans le cadre d'une dissolution au 31/12/2022 ;
- Toutes les recettes et dépenses supplémentaires qui surviendraient sur l'année 2023. Celles-ci seront pointées dans un souci de transparence et de sincérité avec l'analytique « Thermes » ;
- Toutes les dépenses et recettes relatives à la fin de gestion du budget régie des thermes relatives au personnel ;

- Les RAR 2022 et l'investissement du budget de la régie des Thermes jusqu' au BP2023, les crédits étant ouverts par la reprise des RAR 2022 des Thermes,

M. le maire propose à l'assemblée, après en avoir délibéré, d'adopter les propositions exposées en séance, concernant la dissolution du budget annexe régie des thermes.

***M. FOURCADET s'enquiert de ce que représentent ces dépenses.***

***M. le maire répond qu'elles incluent des restes à réaliser, des montants à recouvrer et des dépenses sur certains travaux, en plus de tout ce qui a été oublié et tout ce qui est en cours. Il ajoute que cela devrait durer une année ou deux tout au plus, avant de clôturer le budget annexe.***

***M. FOURCADET souhaite avoir une idée du montant total de ces dépenses.***

***Mme FOURES (DAF) précise que cela inclut des dépenses sur les travaux, des restes à réaliser, des factures concernant les conventions, des factures de maintenance en 2022, des frais de résiliation, et des frais concernant les dossiers de certains agents. Tout comme avec le budget « forme et bien-être », des frais complémentaires surviendront certainement.***

***M. le maire réitère que le budget des Thermes va être clôturé au 31 décembre 2022 pour basculer sur le budget annexe, ce qui est une bonne chose car cela veut dire que la DSP avance comme prévu.***

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, adopte les propositions exposées en séance, concernant la dissolution du budget annexe régie des thermes.

## **22. AUTORISATION A CONSTITUER DES GARANTIES POUR CERTAINS CREANCIERS DE L'AGENCE FRANCE LOCALE (AFL), VILLE.**

**Supprimée.**

## **23. INSCRIPTION DU QUART DES CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023 DU BUDGET EAU.**

**Rapporteur : M. le maire.**

### **Présentation de la délibération**

***M. le maire indique que comme pour le centre équestre, l'EHPAD ERA CASO et les Thermes, il convient d'ouvrir un quart des dépenses d'investissement de 2022 en attendant l'adoption du budget 2023, ce qui correspond à des crédits ouverts d'un montant de 144 050 €.***

M. le maire expose aux élus que l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que:

*« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

*Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.*

*En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation*

*de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »*

L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessous, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Il est proposé au conseil municipal de permettre à monsieur le maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% avant l'adoption du Budget du service de l'eau qui devra intervenir avant le 15 Avril 2023.

CHAPITRE	BP 2022	25%
23-Immobilisations en cours	576 199.17 €	144 050 €

Répartis comme suit:

CHAPITRE	OPERATION	ARTICLE	CREDITS OUVERTS 2023
23-Immobilisations en cours	OP 116: Travaux à réaliser	2313-Constructions	144 050 €

Après en avoir délibéré, monsieur le maire propose à l'assemblée :

- **De l'AUTORISER** jusqu'à l'adoption du Budget primitif 2023 du budget du service de l'eau, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- **AUTORISE le maire**, jusqu'à l'adoption du Budget primitif 2023 du budget du service de l'eau, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

24. **PROVISION POUR DEPRECIATION, BUDGET EAU.**

**Rapporteur : M. le maire**

**Transmission au contrôle de légalité le 14/12/2022.**

**Affichée le 14/12/2022.**

**Présentation de la délibération**

***M. le maire explique qu'il s'agit de constituer des provisions pour dépréciation dans le budget de l'eau pour deux créances qui datent de 2015 et de 2017, pour un montant total de 1 871 €.***

***M. le maire précise qu'il faut les provisionner. Par ailleurs, les actions de recouvrement sont toujours en cours puisque la dernière date de janvier 2022. Il note peut-être un problème sur ces factures mais ignore ce qu'il s'est passé. Il réitère qu'à la demande de la trésorière, ces créances passeront en provisions.***

M. le maire rappelle aux membres du conseil municipal le respect du principe de prudence et l'obligation de sincérité comptable obligeant à constituer une provision pour risques conformément à l'instruction comptable et budgétaire du budget du service de l'eau.

La provision doit être constituée par délibération à hauteur du risque d'irrecouvrabilité, lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences exercées par le comptable public. La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépense de fonctionnement du compte 6817 (dotation aux provisions/dépréciations des actifs circulants).

Au vu de l'état des restes depuis plus de deux ans (au 31/12 de l'exercice) transmis par la Trésorerie, monsieur le maire propose de provisionner la somme de **1 871 €** :

COLLECTIVITÉ
29500-SCE EAUX DE BAGNERES-DE-LUCHON

NOMENCLATURE
M4x

#### ÉTAT DE PROVISIONNEMENTS DES CRÉANCES

Dès lors que la valeur probable de recouvrement d'une créance devient inférieure à sa valeur nette comptable, il est indispensable de constituer une provision.

La liste ci dessous recense les créances prises en charge depuis plus de deux ans (730 jours) non encore recouvrées à ce jour et enregistrées sur un compte de créances douteuses et/ou contentieuses.

Information complémentaire :

Les comptes 491 retracent les dépréciations des comptes 41 et les comptes 496 retracent les dépréciations des comptes 46. Les comptes 44 n'ont pas vocation à être dépréciés.

MONTANT TOTAL A PROVISIONNER ( calcul au taux de 50%)						1 870,04	
DEBITEUR	TITRE	DATE DE PEC	COMPTE	RESTE DU	DERNIERE ACTION	C/491x	C/496x
LYONNAISE DES EAUX FRANCE	T-8	31/12/2015	4161	1 311,74	SATD (en cours) 26/01/2022	655,87	0,00
LYONNAISE DES EAUX FRANCE	T-6	26/12/2017	46726	2 428,34	SATD (en cours) 26/01/2022	0,00	1 214,17
Total à provisionner						655,87	1 214,17

Après cet exposé et en avoir délibéré, il est proposé aux élus,

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L2121-29, L2321-2, L2322-2 R2321-2 et R2321-3 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable ;

Considérant que le régime de provisionnement semi-budgétaire est de droit commun pour les communes ;

Considérant que le risque d'irrecouvrabilité de certaines dettes est avéré ;

- **DE DECIDER** de constituer une provision pour risques et charges d'un montant de **1 871 €** pour des créances réputées non recouvrables du budget du service de l'eau,
- **DE DECIDER** d'imputer ce montant à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs circulants » du budget du service de l'eau,
- **DE PRECISER** que la provision sera reprise partiellement ou totalement par émission d'un titre de recette au compte 7817 lorsque la provision n'aura plus lieu d'être.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- **DECIDE** de constituer une provision pour risques et charges d'un montant de **1 871 €** pour des créances réputées non recouvrables du budget du service de l'eau,
- **DECIDE** d'imputer ce montant à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs circulants » du budget du service de l'eau,
- **PRECISE** que la provision sera reprise partiellement ou totalement par émission d'un titre de recette au compte 7817 lorsque la provision n'aura plus lieu d'être.

25. **INSCRIPTION DU QUART DES CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023 DU BUDGET ASSAINISSEMENT.**

**Rapporteur** : M. le maire.

**Présentation de la délibération**

**M. le maire propose d'inscrire un quart des crédits 2022 en dépenses d'investissement, soit un montant de 45 298 €, avant l'adoption du budget 2023, pour que les actions d'assainissement puissent se tenir.**

**Mme CAU intervient en indiquant qu'il existe en plus, un montant de 93 750 €, soit un total de 139 048 €.**

**M. le maire confirme.**

M. le maire expose aux élus que l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que:

*« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

*Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.*

*En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »*

L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessous, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Il est proposé au conseil municipal de permettre à monsieur le maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25 % avant l'adoption du Budget assainissement qui devra intervenir avant le 15 Avril 2023.

<b>Chapitre</b>	<b>BP 2022</b>	<b>25%</b>
21 immobilisations corporelles	375 000 €	93 7
23 immobilisations en cours	181 191 €	45 2

Répartis comme suit:

Chapitre	Opération	Article	Investissements Votés
21	OP 121 : Réfection réseaux eaux usées	213 – Construction	6 250 €
	OP 123 : Réfection réseaux EU parvis des thermes	2158 – Autres	87 500 €
	Total chapitre 21		93 750 €
23	OP 121 : Réfection réseaux eaux usées	2315 – Installations, matériels et outillages	45 298 €
	Total chapitre 23		45 298 €

M. le maire propose à l'assemblée, après en avoir délibéré :

- **De l'AUTORISER**, jusqu'à l'adoption du Budget primitif 2023 du budget Assainissement, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- **AUTORISE le maire**, jusqu'à l'adoption du Budget primitif 2023 du budget Assainissement, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

**26. INSCRIPTION DU QUART DES CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023 DU BUDGET PRINCIPAL.**

**Rapporteur : M. le maire**

**Présentation de la délibération**

**M. le maire rappelle que par le même principe, il s'agit de permettre à la collectivité de bien fonctionner avant le vote du budget 2023 sur les trois chapitres mentionnés.**

**Il est proposé d'affecter 25 % de ce qui s'est pratiqué en 2022 sur le budget principal. Il cite les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les immobilisations en cours. La différence entre les deux derniers chapitres réside dans le fait que les immobilisations sont amorties ou non.**

M. le maire expose aux élus que l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que:

« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

*En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (hors restes à réaliser), non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »*

L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Il est proposé au conseil municipal de permettre à monsieur le maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% avant l'adoption du Budget principal qui devra intervenir avant le 15 Avril 2023.

<b>Chapitre</b>	<b>BP 2022</b>	<b>25%</b>
20-immobilisations incorporelles	24 536 €	6 134 €
21-immobilisations corporelles	497 718 €	124 429 €
23-immobilisations en cours	1 092 256 €	273 064 €

Répartis comme suit :

CHAPITRE	ARTICLE	OPERATION	BP 2022 (€)	CREDITS OUVERTS 2023(€)
20	2031 – Frais d'études	OP 939 : ADAP 2021	19 904,00 €	4 976,00 €
	2031 – Frais d'études	OP 942 : Etudes divers travaux 2022	4 632,00 €	1 158,00 €
	<b>Total chapitre 20</b>		<b>24 536,00 €</b>	<b>6 134,00 €</b>
21	2111 – Terrains nus	OP 949 : Acquisition de terrains	1 000,00 €	250,00 €
	2128 – Autres agencements et aménagements de terrains	OP 919 : Evacuation des déchets	24 640,00 €	6 160,00 €
		OP 941: diagnostic sur forêt	10 500,00 €	2 625,00 €
		OP 942 : Etudes divers travaux 2022	4 368,00 €	1 092,00 €
		OP 944 : Divers travaux courants	13 700,00 €	3 425,00 €
	21318- Autres bâtiments publics	op 935 : Clôture aéroport 2021	27 828,00 €	6 957,00 €
	2135 – Installation générales agencements aménagement des constructions	op 928:Etudes divers travaux 2021	5 416,00 €	1 354,00 €
		op 929-divers matériels service techniques 2021	3 191,00 €	797,75 €
		OP 944 : Divers travaux courants	63 800,00 €	15 950,00 €
		OP 954 : Mise en conformité eglise	19 660,00 €	4 915,00 €
	2151 – Réseaux de voirie	OP 944 : Divers travaux courants	15 000,00 €	3 750,00 €
	2152 – Installation de voirie	OP 953 : Zone aerodrome maison de santé	50 000,00 €	12 500,00 €
	21538- Autres réseaux	OP 944 : Divers travaux courants	5 400,00 €	1 350,00 €
	21568 – Autre matériel et outillages d'incendie et de defense civile	op 943 divers matériels Services techniques 2022	705,00 €	176,25 €
		OP 944 : Divers travaux courants	2 700,00 €	675,00 €
		OP 946 : TRAVAUX HYGIENE ET SECURITE 2022	6 000,00 €	1 500,00 €
	2158 - Autres installations materiel et outillage techniques	op 943 divers matériels Services techniques 2022	2 158,00 €	539,50 €
		OP 944 : Divers travaux courants	1 400,00 €	350,00 €
	2182- Matériel de transport	OP 931 : ACQUISITIONS VEHICULE 2021	8 670,00 €	2 167,50 €
	2183- Matériel de bureau et materiel informatique	OP 947 : Materiel et mobilier 2022	54 000,00 €	13 500,00 €
	2188- Autres immobilisations corporelles	OP 943 : Divers matériels services technique 2022	99 842,00 €	24 960,50 €
		OP 945 : ACQUISITION VEHICULE	77 740,00 €	19 435,00 €
	<b>Total chapitre 21</b>		<b>497 718,00 €</b>	<b>124 429,50 €</b>
23	2312-Agencement et aménagement de terrains	op 928:Etudes divers travaux 2021	48 146,40 €	12 036,60 €
		OP 951 : Schema directeur 2022	200 000,00 €	50 000,00 €
	2313- Constructions	OP 940 : PISCINE ALBAN ROUGE	76 816,00 €	19 204,00 €
	2315 – Installations, materiel et outillage techniques	OP 782 : SECURISATION SOURCE LAPADE	9 982,00 €	2 495,50 €
		OP 820 Renovation tympan eglise	84 015,00 €	21 003,75 €
		OP 952 : TRAVAUX ADAP 2022	137 500,00 €	34 375,00 €
		OP 953 : Zone aerodrome maison de santé	430 000,00 €	107 500,00 €
	2316 – Restauration des collections et oeuvres d'art	OP 835 : Rénovation fresques chambert	105 797,00 €	26 449,25 €
	<b>Total chapitre 23</b>		<b>1 092 256,40 €</b>	<b>273 064,10 €</b>

M. le maire propose aux élus, après en avoir délibéré :

- **De l'AUTORISER**, jusqu'à l'adoption du Budget primitif 2023 du budget de la ville, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice precedent (hors restes à réaliser), non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le conseil municipal, après deliberation à l'unanimité,

- **AUTORISE le maire**, jusqu'à l'adoption du Budget primitif 2023 du budget de la ville, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice precedent (hors restes à réaliser), non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

27. **PROVISION POUR DEPRECIATION, BUDGET VILLE.**

**Rapporteur** : M. le maire

**Transmission au contrôle de légalité le 14/12/2022.**

**Affichée le 14/12/2022.**

**Présentation de la délibération**

***M. le maire indique aux élus que la trésorière a identifié une liste de créances, pour un total de 4 883 €. Certaines sont assez anciennes tandis que d'autres sont plus récentes.***

M. le maire rappelle aux membres du conseil municipal le respect du principe de prudence et l'obligation de sincérité comptable obligeant à constituer une provision pour risques conformément à l'instruction comptable et budgétaire du budget de la Ville.

La provision doit être constituée par délibération à hauteur du risque d'irrecouvrabilité, lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes tiers est compromis malgré les diligences exercées par le comptable public. La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépense de fonctionnement du compte 6817 (dotation aux provisions/dépréciations des actifs circulants).

Au vu de l'état des restes depuis plus de deux ans (au 31/12 de l'exercice) transmis par la Trésorerie, monsieur le maire propose de provisionner la somme de **4 883 €** :

COLLECTIVITÉ
10100-BAGNERES-DE-LUCHON -

NOMENCLATURE
M14

## ÉTAT DE PROVISIONNEMENTS DES CRÉANCES

Dès lors que la valeur probable de recouvrement d'une créance devient inférieure à sa valeur nette comptable, il est indispensable de constituer une provision.

La liste ci dessous recense les créances prises en charge depuis plus de deux ans (730 jours) non encore recouvrées à ce jour et enregistrées sur un compte de créances douteuses et/ou contentieuses.

Information complémentaire :

Les comptes 491 retracent les dépréciations des comptes 41 et les comptes 496 retracent les dépréciations des comptes 46. Les comptes 44 n'ont pas vocation à être dépréciés.

MONTANT TOTAL A PROVISIONNER ( calcul au taux de 20%)	4 882,61
---	----------

DEBITEUR	TITRE	DATE DE PEC	COMPTE	RESTE DU	DERNIÈRE ACTION	C/491x	C/496x
ADER OUGA	T-734	14/06/2016	4116	1 000,00	Phase comminatoire en cours 26/01/2022 - 27/03/2022	200,00	0,00
ALLE BENJAMIN	T-625	09/09/2019	4116	21,70	Phase comminatoire en cours 26/01/2022 - 27/03/2022	4,34	0,00
ALLE BENJAMIN	T-245	10/06/2020	4116	102,00	Phase comminatoire en cours 26/01/2022 - 27/03/2022	20,40	0,00
ALLE BENJAMIN	T-558	22/12/2020	4116	132,00	Phase comminatoire en cours 26/01/2022 - 27/03/2022	26,52	0,00
ALTEA ELODIE	T-1657	02/11/2017	4116	49,60	SATD_CAF acte créé - 13/09/21	9,92	0,00
ALTEA ELODIE	T-249	10/06/2020	4116	27,20	SATD_CAF acte créé - 13/09/21	5,44	0,00
ARNOULT LUDVINE	T-606	09/05/2017	4116	2,45	SATD_CAF acte créé - 27/09/21	0,49	0,00
BELLUE ELODIE	T-1717	02/11/2017	4116	15,50	SATD (en cours) 26/01/2022	3,10	0,00
BELLUE ELODIE	T-2217	28/12/2017	4116	18,60	SATD (en cours) 26/01/2022	3,72	0,00
BRUNET KARINE	T-1044	24/07/2017	4116	25,30	SATD autres tiers notifié - 07/02/22	5,06	0,00
CAPPELOT LOUIS	T-366	19/08/2020	4146	400,00	SATD (en cours) 08/02/2022	80,00	0,00
CASSE CROUTE SARL PARADISO	T-2200	31/12/2016	4116	252,63	SATD Positive 27/12/2021	50,53	0,00
CASSE CROUTE SARL PARADISO	T-1967	07/12/2017	4116	266,68	SATD Positive 27/12/2021	53,34	0,00
CASSE CROUTE SARL PARADISO	T-826	07/11/2018	4116	285,68	SATD Positive 27/12/2021	57,14	0,00
CASSE CROUTE SARL PARADISO	T-953	09/12/2019	4116	287,41	SATD Positive 27/12/2021	57,48	0,00
COM COM PAYS DE LUCHON	T-700	04/10/2018	4116	582,00	Mise en demeure personnes publiques notifié - 03/12/21	116,40	0,00
COMMUNE DE MONTAUBAN DE LUCHON	T-223	06/06/2008	4116	40,53	Mise en demeure personnes publiques notifié - 12/10/21	8,11	0,00
CORROYER BELLUE VINCENT ET ELODIE	T-804	19/06/2017	4116	6,35	SATD (en cours) 26/01/2022	1,27	0,00
EVENT BETTER S VEND HOM	T-249	19/06/2018	4116	1 000,00	Attente réponse huissier ou TI 04/01/2022 - 31/07/2022	200,00	0,00
FERNANDEZ MARTIAL	T-566	09/09/2019	4116	36,30	SATD Positive 10/01/2022	7,26	0,00
FOURNIER DOMINIQUE	T-1926	06/12/2017	4116	10,00	SATD (en cours) 08/10/2021	2,00	0,00
GATTI BENOIT	T-2236	28/12/2017	4116	40,22	SATD autres tiers soldé - 13/01/22	8,04	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-82	07/02/2017	4116	24,40	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	4,88	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-83	07/02/2017	4116	24,40	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	4,88	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-84	07/02/2017	4116	24,40	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	4,88	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-263	07/03/2017	4116	10,10	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	2,02	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-264	07/03/2017	4116	6,60	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	1,32	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-462	10/04/2017	4116	31,00	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	6,20	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-463	10/04/2017	4116	40,30	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	8,06	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-464	10/04/2017	4116	27,90	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	5,58	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-650	09/05/2017	4116	21,70	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	4,34	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-651	09/05/2017	4116	21,70	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	4,34	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-652	09/05/2017	4116	21,70	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	4,34	0,00

édition du 24/02/2022 - Page 1/3

DEBITEUR	TITRE	DATE DE PEC	COMPTE	RESTE DU	DERNIERE ACTION	C/491x	C/496x
GRANDIDIER FLORENT	T-830	19/06/2017	4116	43,40	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	8,68	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-831	19/06/2017	4116	40,30	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	8,06	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-1097	24/07/2017	4116	43,40	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	8,68	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-1098	24/07/2017	4116	43,40	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	8,68	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-1593	02/11/2017	4116	18,60	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	3,72	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-1594	02/11/2017	4116	18,60	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	3,72	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-1595	02/11/2017	4116	37,20	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	7,44	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-1750	02/11/2017	4116	31,00	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	6,20	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-1751	02/11/2017	4116	31,00	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	6,20	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-1752	02/11/2017	4116	31,00	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	6,20	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-2091	12/12/2017	4116	80,60	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	16,12	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-2238	28/12/2017	4116	80,60	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	16,12	0,00
GRANDIDIER FLORENT	T-711	04/10/2018	4116	473,60	Action de poursuite hors Hélios 10/02/2022 - 10/04/2022	94,72	0,00
GRAVET VALERIE	T-442	10/04/2017	4116	11,45	SATD Positive 26/10/2021	2,29	0,00
GRAVET VALERIE	T-810	19/06/2017	4116	40,30	SATD Positive 26/10/2021	8,06	0,00
GRAVET VALERIE	T-1079	24/07/2017	4116	46,50	SATD Positive 26/10/2021	9,30	0,00
LABORATOIRE DEPARTEMENTAL DE L'EAU	T-3909770531	28/06/2019	46726	154,87	Mise en demeure personnes publiques acte créé - 29/12/21	0,00	30,97
LAFONT JEAN PAUL	T-1189	24/07/2017	4146	700,00	SATD autres tiers acte créé - 29/12/21	140,00	0,00
LAFONT JEAN PAUL	T-1361	18/08/2017	4146	1 000,00	SATD autres tiers acte créé - 29/12/21	200,00	0,00
LAFONT JEAN PAUL	T-1849	14/11/2017	4146	1 000,00	SATD autres tiers acte créé - 29/12/21	200,00	0,00
LAFONT JEAN PAUL	T-1879	29/11/2017	4116	273,13	SATD autres tiers acte créé - 29/12/21	54,63	0,00
LAFONT JEAN PAUL	T-400	08/08/2018	4146	700,00	SATD autres tiers acte créé - 29/12/21	140,00	0,00
LAFONT JEAN PAUL	T-541	28/08/2018	4146	1 000,00	SATD autres tiers acte créé - 29/12/21	200,00	0,00
LAFONT JEAN PAUL	T-912	09/11/2018	4146	1 000,00	SATD autres tiers acte créé - 29/12/21	200,00	0,00
LAFONT JEAN PAUL	T-941	22/11/2018	4116	268,27	SATD autres tiers acte créé - 29/12/21	53,65	0,00
LAFONT JEAN PAUL	T-395	30/07/2019	4146	700,00	SATD autres tiers acte créé - 29/12/21	140,00	0,00
LAFONT JEAN PAUL	T-571	26/08/2019	4146	1 000,00	SATD autres tiers acte créé - 29/12/21	200,00	0,00
LAFONT JEAN PAUL	T-854	12/11/2019	4146	1 000,00	SATD autres tiers acte créé - 29/12/21	200,00	0,00
LAFONT JEAN PAUL	T-1096	30/12/2019	4116	269,00	SATD autres tiers acte créé - 29/12/21	53,80	0,00
LALANNE THIERRY	T-9	27/01/2016	4116	70,32	SATD bancaire positive sans provision - 26/01/22	14,06	0,00
LALANNE THIERRY	T-303	11/04/2016	4116	320,32	SATD bancaire positive sans provision - 26/01/22	64,06	0,00
LALANNE THIERRY	T-756	30/06/2016	4116	323,84	SATD bancaire positive sans provision - 26/01/22	64,77	0,00
LALANNE THIERRY	T-1258	10/10/2016	4116	323,84	SATD bancaire positive sans provision - 26/01/22	64,77	0,00
LALANNE THIERRY	T-12	02/02/2017	4116	316,80	SATD bancaire positive sans provision - 26/01/22	63,36	0,00
LALANNE THIERRY	T-376	06/04/2017	4116	320,32	SATD bancaire positive sans provision - 26/01/22	64,06	0,00
LALANNE THIERRY	T-918	20/06/2017	4116	323,84	SATD bancaire positive sans provision - 26/01/22	64,77	0,00
LALANNE THIERRY	T-1493	26/09/2017	4116	323,84	SATD bancaire positive sans provision - 26/01/22	64,77	0,00
LALANNE THIERRY	T-11	31/01/2018	4116	316,80	SATD bancaire positive sans provision - 26/01/22	63,36	0,00
LOURME PATRICE	T-98	07/02/2017	4116	51,85	Attente de fonds 06/01/2022 - 05/03/2022	10,37	0,00
LOURME PATRICE	T-278	07/03/2017	4116	22,55	Attente de fonds 06/01/2022 - 05/03/2022	4,51	0,00
LOURME PATRICE	T-480	10/04/2017	4116	31,00	Attente de fonds 06/01/2022 - 05/03/2022	6,20	0,00
LOURME PATRICE	T-665	09/05/2017	4116	18,60	Attente de fonds 06/01/2022 - 05/03/2022	3,72	0,00
LOURME PATRICE	T-849	19/06/2017	4116	40,30	Attente de fonds 06/01/2022 - 05/03/2022	8,06	0,00
LOURME PATRICE	T-1133	24/07/2017	4116	34,10	Attente de fonds 06/01/2022 - 05/03/2022	6,82	0,00
LOURME PATRICE	T-1616	02/11/2017	4116	31,00	Attente de fonds 06/01/2022 - 05/03/2022	6,20	0,00
MARQUES MARY	T-285	07/03/2017	4116	22,30	SATD bancaire positive sans provision - 31/12/21	4,46	0,00
MARQUES MARY	T-670	09/05/2017	4116	21,70	Phase comminatoire en cours 08/02/2022 - 09/04/2022	4,34	0,00
MARQUES MARY	T-854	19/06/2017	4116	43,40	Phase comminatoire en cours 08/02/2022 - 09/04/2022	8,68	0,00
MARQUES MARY	T-1119	24/07/2017	4116	49,60	SATD bancaire positive sans provision - 31/12/21	9,92	0,00

Bdition du 24/02/2022 - Page 2/3

DEBITEUR	TITRE	DATE DE PEC	COMPTE	RESTE DU	DERNIERE ACTION	C/491x	C/496x
MARQUES MARY	T-1623	02/11/2017	4116	49,60	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	9,92	0,00
MARQUES MARY	T-1783	02/11/2017	4116	34,10	Phase comminatoire en cours 08/02/2022 - 09/04/2022	6,82	0,00
MARQUES MARY	T-2115	12/12/2017	4116	43,30	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	8,66	0,00
MARQUES MARY	T-712	04/10/2018	4116	240,00	Phase comminatoire en cours 08/02/2022 - 09/04/2022	48,00	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-378	06/04/2017	4116	296,29	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	59,26	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-379	06/04/2017	4116	198,19	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	39,64	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-920	20/06/2017	4116	299,54	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	59,91	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-921	20/06/2017	4116	200,36	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	40,07	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-1495	26/09/2017	4116	200,36	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	40,07	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-1496	26/09/2017	4116	299,54	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	59,91	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-887	07/11/2018	4116	223,33	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	44,67	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-739	10/10/2019	4116	218,04	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	43,61	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-740	10/10/2019	4116	326,60	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	65,32	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-569	22/12/2020	4116	215,67	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	43,13	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-570	22/12/2020	4116	323,05	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	64,61	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-585	22/12/2020	4116	218,04	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	43,61	0,00
MARTINS DE MATOS DAMIAO	T-586	22/12/2020	4116	326,60	SATD bancaire positive sans provision - 27/01/22	65,32	0,00
OFFICE DE TOURISME DU PAYS DE LUCHON	T-90	06/04/2018	4116	72,50	Mise en demeure personnes publiques notifié - 03/12/21	14,50	0,00
PAGES SABRINA OU DURAND BRUNO	T-1121	24/07/2017	4116	27,90	SATD (en cours) 24/12/2021	5,58	0,00
PAGES SABRINA OU DURAND BRUNO	T-1122	24/07/2017	4116	27,90	SATD (en cours) 24/12/2021	5,58	0,00
PAGES SABRINA OU DURAND BRUNO	T-1152	24/07/2017	4116	18,60	SATD (en cours) 24/12/2021	3,72	0,00
PANUY MARIE YVONNE	T-504	10/04/2017	4116	27,11	Phase comminatoire en cours 03/02/2022 - 04/04/2022	5,42	0,00
PANUY MARIE YVONNE	T-505	10/04/2017	4116	55,80	Phase comminatoire en cours 03/02/2022 - 04/04/2022	11,16	0,00
PANUY MARIE YVONNE	T-684	09/05/2017	4116	21,70	Phase comminatoire en cours 03/02/2022 - 04/04/2022	4,34	0,00
PANUY MARIE YVONNE	T-685	09/05/2017	4116	21,70	Phase comminatoire en cours 03/02/2022 - 04/04/2022	4,34	0,00
PANUY MARIE YVONNE	T-870	19/06/2017	4116	37,20	Phase comminatoire en cours 03/02/2022 - 04/04/2022	7,44	0,00
PANUY MARIE YVONNE	T-871	19/06/2017	4116	40,30	Phase comminatoire en cours 03/02/2022 - 04/04/2022	8,06	0,00
PANUY MARIE YVONNE	T-1047	24/07/2017	4116	24,80	Phase comminatoire en cours 03/02/2022 - 04/04/2022	4,96	0,00
PANUY MARIE YVONNE	T-1048	24/07/2017	4116	21,70	Phase comminatoire en cours 03/02/2022 - 04/04/2022	4,34	0,00
PAPPALO SEBASTIEN	T-2124	12/12/2017	4116	46,50	SATD (en cours) 03/02/2022	9,30	0,00
PAPPALO SEBASTIEN	T-2197	28/12/2017	4116	40,30	SATD (en cours) 03/02/2022	8,06	0,00
RUFFRAY SEBASTIEN	T-1813	02/11/2017	4116	34,10	SATD employeur positive sans provision - 11/02/22	6,82	0,00
RUFFRAY SEBASTIEN	T-1814	02/11/2017	4116	34,10	SATD employeur positive sans provision - 11/02/22	6,82	0,00
RUFFRAY SEBASTIEN	T-2200	28/12/2017	4116	74,40	SATD employeur positive sans provision - 11/02/22	14,88	0,00
SIGAS LUCHON SUPER PYRENEZ VOUS	T-592	25/05/2016	4116	345,00	Mise en demeure personnes publiques acte créé - 29/11/21	69,00	0,00
SMO HAUTE GARONNE MONTAGNE	T-91	19/03/2019	4146	800,00	Mise en demeure personnes publiques notifié - 03/12/21	160,00	0,00
STEPHAN CELINE	T-538	10/04/2017	4116	25,17	SATD (en cours) 26/01/2022	5,03	0,00
STEPHAN CELINE	T-710	09/05/2017	4116	21,70	SATD (en cours) 26/01/2022	4,34	0,00
STEPHAN CELINE	T-902	19/06/2017	4116	40,30	SATD (en cours) 26/01/2022	8,06	0,00
STEPHAN CELINE	T-1181	24/07/2017	4116	4,58	SATD (en cours) 26/01/2022	0,92	0,00
VAN MO MARIA	T-338	17/07/2019	4116	102,60	Délai accordé 06/01/2022	20,52	0,00
VAN MO MARIA	T-743	10/10/2019	4116	202,40	Délai accordé 06/01/2022	40,48	0,00
VAN MO MARIA	T-573	22/12/2020	4116	200,20	Délai accordé 06/01/2022	40,04	0,00
VAN MO MARIA	T-589	22/12/2020	4116	202,40	Délai accordé 06/01/2022	40,48	0,00
VIDEOPROJECTEUR24	T-3460150431	17/09/2018	46726	129,99	SATD autres tiers acte créé - 30/11/21	0,00	26,00
Total à provisionner						4 825,64	56,97

Edition du 24/02/2022 - Page 3/3

M. le maire propose aux élus, après en avoir délibéré,

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L2121-29, L2321-2, L2322-2 R2321-2 et R2321-3 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Considérant que le régime de provisionnement semi-budgétaire est de droit commun pour les communes ;

Considérant que le risque d'irrecouvrabilité de certaines dettes est avéré ;

- **DE DECIDER** de constituer une provision pour risques et charges d'un montant de **4883€** pour des créances réputées non recouvrables du budget Ville,
- **DE DECIDER** d'imputer ce montant à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs circulants » du budget Ville,
- **DE PRECISER** que la provision sera reprise partiellement ou totalement par émission d'un titre de recette au compte 7817 lorsque la provision n'aura plus lieu d'être.

*Mme CAU pense qu'il s'agit, pour certaines, de droits de place qui n'ont pas été payés par les commerçants, mais il s'agit de petites sommes.*

*M. le maire explique qu'il faut passer ces créances en provisions.*

*Mme CAU demande si le montant de 400 € pour M. Louis CAPPELLOT correspond à la location quand il vient chaque été pour le vide-greniers. Elle ne comprend pas pourquoi cette somme n'a pas été payée.*

*M. le maire le confirme et ajoute qu'il est même venu l'été dernier.*

*Mme CAU ajoute que cette créance date de 2020.*

*M. le maire pense que la trésorière devait avoir une bonne raison de l'inscrire dans le tableau.*

*Mme FOURES (DAF) précise que la trésorière est responsable des recouvrements et il est difficile d'intervenir dans son travail. Elle ajoute qu'il existe un délai de deux ans.*

*Mme CAU le comprend mais il s'agit quand même d'une somme non négligeable. Elle pense que la trésorière a certainement engagé des poursuites mais il est toujours possible de faire quelque chose.*

*Mme FOURES (DAF) invite Mme CAU à s'adresser directement à la trésorière dans ce cas.*

*Mme CAU confirme qu'il faudrait lui demander des explications car cette personne vient tous les étés.*

*M. le maire se rappelle l'avoir effectué l'année dernière pour une créance qui était à la charge de l'ancien directeur des Thermes. Comme elle avait perdu l'adresse, M. le maire a pu la lui donner pour envoyer la demande.*

*Mme FOURES (DAF) explique que la décision a été prise et la liste a été établie au mois de février 2022. La trésorière lui a également fait part de son attente. Elle trouve donc qu'il est difficile d'intervenir dans le travail de la trésorière, en tout cas, pas au bout de deux mois d'activité pour Mme FOURES au sein de la commune.*

*M. le maire indique qu'il posera la question à la trésorière. Il demande aux élus si d'autres créances semblent être recouvrables.*

*Mme CAZES pense que concernant la location de la loge de M. VAN MO, la créance pourrait être recouvrable.*

*M. le maire répond que sa mère en était responsable.*

*Mme CAU pense qu'elle aurait dû présenter cela dans la succession.*

*Mme CAZES ajoute que la créance est antérieure à son décès.*

*M. GIMENEZ s'enquiert de la procédure dans le cas d'un non-paiement du droit de place.*

*Mme CAZES demande qui est Jean Paul LAFONT car elle note plusieurs montants de 1 000 €. Mme CAU pense que cela doit dater de quand il était responsable de la Réserve de la Pique. Elle pense que cela n'est pas solvable.*

*M. le maire réitère qu'il demandera à la trésorière de vérifier certaines créances.*

*M. GIMENEZ ajoute que certaines créances sont assez récentes.*

*Mme CAZES demande si la trésorière ne devrait pas consulter les élus avant d'établir la liste des restes à recouvrer.*

*Mme CAU répond que oui, en principe.*

*Mme FOURES indique que la trésorière a sollicité les élus depuis le mois de février.*

*M. le maire propose aux élus de passer au vote mais il verra avec la trésorière si certains ajustements peuvent être apportés.*

*M. FOURCADET demande si cela veut dire que les élus auraient dû émettre des remarques au mois de février, dans ce cas.*

*Mme CAZES répond par l'affirmative.*

*Mme FOURES confirme qu'une discussion aurait été possible à ce moment mais elle n'est pas certaine que les élus aient pu intervenir.*

*Mme CAZES le comprend mais sur certaines créances, les élus auraient pu intervenir avant de les passer en « reste à recouvrer », ce qui est dommage.*

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- **DECIDE** de constituer une provision pour risques et charges d'un montant de **4 883 €** pour des créances réputées non recouvrables du budget Ville,
- **DECIDE** d'imputer ce montant à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs circulants » du budget Ville,
- **PRECISE** que la provision sera reprise partiellement ou totalement par émission d'un titre de recette au compte 7817 lorsque la provision n'aura plus lieu d'être.

28. **PRISE EN CHARGE SUR LE BUDGET PRINCIPAL DES DEPENSES LUCHON FORME ET BIEN-ETRE.**

**Rapporteur** : M. le maire

**Transmission au contrôle de légalité le 14/12/2022.**

**Affichée le 14/12/2022.**

***Présentation de la délibération***

***M. le maire explique que les dépenses afférentes à la liquidation de Luchon Forme et Bien-être doivent être réglées et payées sur le budget principal.***

M. le maire rappelle aux élus que :

- Par délibération N°DEL20220151 du 29/09/2022 a été acté la prise en charge des dépenses de fonctionnement du budget LFBE sur le budget principal selon un tableau très précis listant les principales factures à venir, connues à la date de l'élaboration de la délibération citée ci-dessus.

M. le maire précise qu'il reste encore à finaliser la procédure de liquidation. Pour ce faire, parmi ces opérations, de nouvelles dépenses liées à la procédure en elle-même, doivent être prises en charge et recouvrées par le budget principal.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante de reprendre, sur le budget principal de la commune, toute dépense de fonctionnement LFBE ou toute autre dépense en lien avec la procédure de liquidation, qui permettra in- fine d'acter la liquidation de la régie LFBE.

M. le maire, propose donc à l'assemblée, après délibération,

- d'approuver la prise en charge sur le budget principal de l'ensemble des dépenses de la régie LFBE en lien avec la procédure de liquidation.

*Mme CAU fait remarquer que le montant n'est pas indiqué.*

*M. le maire explique qu'il ne s'agit pas d'une somme énorme, mais la trésorière ne pourra pas payer cette somme sans une approbation en conseil municipal.*

*D'ailleurs, la quasi-totalité de la liquidation a été effectuée.*

*Les deux spas qui restaient ont été vendus, le matériel qui pouvait être récupéré l'a été et les ruptures conventionnelles ont été signées.*

*Il ne reste plus que les frais d'avocat, principalement.*

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- approuve la prise en charge sur le budget principal de l'ensemble des dépenses de la régie LFBE en lien avec la procédure de liquidation.

## **29. REMISE GRACIEUSE AU REGISSEUR DE LA REGIE LUCHON FORME ET BIEN-ETRE.**

**Rapporteur : M. le maire**

**Transmission au contrôle de légalité le 14/12/2022.**

**Affichée le 14/12/2022.**

### **Présentation de la délibération**

*M. le maire explique que la Direction Régionale des Finances Publiques (DRFiP) a demandé une régularisation des comptes, car elle a constaté un déficit de la régie des recettes de LFBE, de 1 642,32 €, qui aurait dû être payé par le régisseur.*

M. le maire rappelle aux élus que :

- Par délibération N° DEL20220009 du conseil municipal de Bagnères-de-Luchon en date du 11 février 2022, il a été mis fin à l'exploitation de la régie LFBE au 28 février 2022.
- Cette même délibération précise que l'actif et le passif de la régie LFBE sont repris dans les comptes de la commune ;
- Par délibération du 01/07/2021, le Conseil d'Administration de la Régie LFBE a émis un avis favorable à la demande de remise gracieuse au régisseur du déficit de la régie de recettes de 1 642.32€.

M. le maire informe l'assemblée qu'il a été acté par la Direction Régionale des Finances Publiques d'Occitanie et de Haute Garonne le 28 novembre 2022, la décision portant remise gracieuse concernant le régisseur de la régie de recettes LFBE.

M. le maire propose à l'assemblée, après délibération,

- d'approuver la décision de la DRFIP portant remise gracieuse du régisseur LFBE.
- de l'autoriser à effectuer toute écriture comptable de mandatement de la dépense correspondante, ayant pour finalité de régulariser et clôturer ce dossier.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- approuve la décision de la DRFIP portant remise gracieuse du régisseur LFBE.
- autorise le maire à effectuer toute écriture comptable de mandatement de la dépense correspondante, ayant pour finalité de régulariser et clôturer ce dossier.

30. **ANNULATION DE LA PROVISION POUR RISQUES 2020.**

**Rapporteur : M. le maire**

**Transmission au contrôle de légalité le 14/12/2022.**

**Affichée le 14/12/2022.**

**Présentation de la délibération**

***M. le maire indique aux élus qu'une provision pour risques qui est inscrite dans le budget communal, d'un montant de 250 000 €, doit être annulée.***

M. le maire rappelle aux élus la délibération n° DEL20200201 prise au conseil municipal du 28 décembre 2020 qui a permis la constitution d'une provision « Avance LFBE » pour risques de 250 000 € au budget communal en cas de non-remboursement par Luchon Forme et Bien-Etre (LFBE) de l'avance budgétaire de la même somme consentie par la commune.

Luchon Forme et Bien-Etre a été dissout le 28/02/2022, l'actif et le passif intégrés dans les comptes de la commune.

Le risque n'existant plus, il convient donc d'annuler cette provision et d'effectuer une reprise au c/7817.

Suite à un débat contradictoire, monsieur le maire propose à l'assemblée :

- D'approuver l'annulation de la provision pour risque de non-remboursement par LFBE de l'avance budgétaire de 250 000 € consentie par la commune ;
- D'effectuer la reprise au compte 7817 ;
- De l'autoriser à effectuer les écritures comptables nécessaires.

***M. FOURCADET demande si les 250 000 € ont disparu.***

***Mme FOURES (DAF) répond que non. Il s'agit seulement d'une procédure normale, dans le cas éventuel d'un risque de non-remboursement. Cette somme va être mise de côté en attendant que le risque soit levé. La trésorière a étudié le dossier, et comme le budget LFBE va être clôturé, le risque pourra être levé et cela peut se constater par une délibération, ce qui permettra de débloquer cette somme sur le budget.***

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve l'annulation de la provision pour risque de non-remboursement par LFBE de l'avance budgétaire de 250 000 € consentie par la commune ;
- Approuve la reprise au compte 7817 ;
- Autorise monsieur le maire à effectuer les écritures comptables nécessaires.

**31. TARIF DES REPAS PRIS EN CHARGE PAR LA COMMUNE.**

**Rapporteur : M. le maire**

**Présentation de la délibération**

***M. le maire indique à l'assemblée qu'en raison de l'augmentation du coût de la vie, il est proposé de passer le tarif de prise en charge des repas, de 17 € à 20 € par personne, pour les intervenants des spectacles.***

M. le maire propose aux membres du conseil municipal d'augmenter le tarif des repas pris en charge par la commune pour les intervenants des spectacles lors des diverses manifestations.

Le tarif actuellement pris en charge est de 17 €, monsieur le maire propose à l'assemblée de fixer le nouveau tarif à 20 €.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, valide le nouveau tarif proposé en séance.

**Marchés publics**

**32. MARCHE D'EXPLOITATION, D'ENTRETIEN, DE MAINTENANCE ET DE CONDUITE DES INSTALLATIONS THERMIQUES AVEC GROS ENTRETIEN RENOUVELLEMENT : AVENANT N°3 – AUTORISATION DE SIGNATURE.**

**Rapporteur: M. le maire.**

Par délibération DEL-2014-0214 du 12 décembre 2014, le conseil municipal a décidé d'autoriser la signature du marché ayant pour objet l'exploitation, l'entretien, la maintenance et la conduite des installations thermiques avec gros entretien avec l'entreprise Dalkia – Agence Pays de l'Adour, 51 rue du Poumet, 64 170 ARTIX. Le marché public a été signé pour un montant de 166 055,00 € HT.

Par délibération DEL-2016-0169 du 14 décembre 2016, le conseil municipal a décidé d'autoriser la signature d'un avenant N°1 pour un montant de 7 790,00 € HT.

Par délibération DEL-2022-0181 du 29 novembre 2022, le conseil municipal a décidé d'autoriser la signature d'un avenant N°2 pour un montant de 10 908,52 € HT.

Le marché initial incluait l'approvisionnement de gaz nécessaire aux prestations de fourniture d'énergie pour l'exploitation des installations de chauffage et d'eau chaude sanitaire de la chaufferie.

**L'avenant N°3 a pour objet :**

- D'ajuster le périmètre technique P2 et P3,

Il est prévu l'ajout du P3 (renouvellement du matériel) sur l'école les Isards, l'ajout de P2 (entretien des installations) sur les centrales de traitement d'air aux Thermes et la suppression rétroactive du P2 sur la laverie des Thermes.

- D'ajuster les NB, conformément à l'article V-1.1.4.3 Modalités de modifications des NB,

Ajustement des consommations d'énergie à la hausse ou à la baisse.

N°	Site	Energie	P1	Valeur NB Avenant 1 en KWh PCS	Nouveaux NB en KWh PCS	Variation en KWh PCS	Evolution en %
2	Bâtiment Place Rouy	gaz	X	126 601	164 000	37 399	29,5%
3	Ecole les Isards	gaz	X	50 588	123 000	72 412	143,1%
10	Tennis Club	gaz	X		163 000	163 000	
11	Piscine plein Air	gaz	X	221 766	-	- 221 766	-100,0%
14	Casino municipal	gaz	X	404 327	449 000	44 673	11,0%
16	Pavillon Empereur	gaz	X	78 000	70 200	- 7 800	-10,0%
20	Pavillon Normand	gaz	X	119 358	101 500	- 17 858	-15,0%
21	Salle municipale de sports	gaz	X	15 974	12 000	- 3 974	-24,9%
22	EHPAD Era Caso	gaz	X	628 000	586 000	- 42 000	-6,7%

Total en KWh PCS	2 738 257	2 762 343	24 086
		variation en %	0,9%

- D'adapter les modalités de révision des prix P1 par rapport au contrat d'approvisionnement gaz, Il s'agit de supprimer l'ancien indice INSEE et de mettre en place une formule de révision basée sur les fluctuations permettant de corréliser les prix facturés aux prix réels.
- De définir les redevances P1/P2/P3 pour l'exercice 2023,
- De prolonger le marché d'exploitation de 12 mois.

L'article XII du CCAP du marché relatif à la fourniture de chauffage et d'eau chaude sanitaire, d'exploitation et maintenance des installations de chauffage, de ventilation, de climatisation des bâtiments de la Ville de Bagnères-de-Luchon stipulait une durée de 8 ans. Le marché public prend fin au 31/12/2022.

A la fin du marché, il sera nécessaire de maintenir la continuité de l'exploitation, ainsi il est proposé de prolonger le marché initial d'une durée de 12 mois.

L'avenant N°3 formalise l'incidence financière de ces modifications et représente une évolution en valeur base marché de 90 147,28 € HT/an, soit 104 625,28 € TTC. L'augmentation en pourcentage de l'avenant N°3 par rapport au montant initial du marché public est de : 54.29 %. Le montant estimé du marché public passe ainsi à 274 900,80 € HT.

Les membres de la Commission d'Appel d'Offre réunis le 12 décembre 2022 ont, à la suite de la présentation des modifications du contrat initial, formulé un avis favorable.

Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres du 12 décembre 2022.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante :

- D'approuver l'avenant n° 3 et ses modalités tel qu'exposé en séance.
  - De l'autoriser à signer l'avenant n° 3 ainsi que tout document ou pièce s'y rapportant.
- Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,
- Approuve l'avenant n° 3 et ses modalités tel qu'exposé en séance.
  - Autorise le maire à signer l'avenant n° 3 ainsi que tout document ou pièce s'y rapportant.

*M. le maire précise que cette délibération est passée en commission ce même jour et celle-ci a donné un avis favorable.*

*L'ajustement total pour l'année 2023 correspond à une augmentation minime de 0,9 %. Cela est dû à l'arrêt des fournitures d'énergie à la piscine, soit une baisse de 200 000 Kwh.*

*Les dépenses des différents bâtiments sont principalement en baisse, sauf pour l'École des Isards. Les dépenses de celle-ci sont passées à 143 % car il s'agit d'un contrat d'une année qui fait suite à un contrat précédent de quatre ans. En termes de consommation, une augmentation de 0,9 % est notée, mais le coût total a subi une hausse de 54 % à cause de l'augmentation des coûts de l'énergie, soit 274 900,80 €.*

*Il ajoute que chaque bâtiment a un compteur gaz et un compteur électrique.*

*M. le maire indique que certains compteurs inutiles sont en train d'être supprimés pour réduire les abonnements, cela concerne l'électricité.*

*M. GIMENEZ s'enquiert du téléphone.*

*M. le maire répond que la commune a demandé le raccordement à la fibre. Trois devis ont été reçus, la commune a choisi un prestataire et les travaux sont déjà en cours. Il prévoit qu'en mars au plus tard, l'ensemble des bâtiments communaux sera connecté à la fibre.*

*Par ailleurs, les différents bâtiments communaux ont été mis en réseau, ce qui diminuera considérablement le coût des abonnements avant l'arrivée de la fibre.*

*En revenant sur le sujet du gaz, il informe les élus que la température interne du bâtiment municipal où la présente réunion est tenue a été réduite d'un degré.*

*Mme CAU note que cela peut se sentir....*

*M. le maire ajoute que certaines structures ne sont pas tout le temps chauffées.*

*La commune est en train de réfléchir à la manière de réduire les dépenses en gaz du Tennis Club. En tout cas, il est prévu d'avoir un montant total de 274 000 € en gaz.*

## Ressources humaines

### 33. ACTUALISATION TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS.

Rapporteur : M. le maire

#### Présentation de la délibération

*Mme VIVOT (DGA) informe les élus de la régularisation de la personne qui était déjà en poste au niveau de Luchon Forme et Bien-être. Elle note également l'ouverture de poste de Directeur des Services Techniques DST au grade d'ingénieur principal.*

*M. le maire indique avoir bon espoir d'avoir un DST prochainement.*

*Mme VIVOT note également le poste d'agent d'entretien que l'on passe à temps complet et enfin, dans la filière sociale, le recrutement d'un agent polyvalent à l'accueil de la mairie.*

*M. le maire précise que la personne est déjà en poste, il s'agit seulement de régulariser sa situation. À force de rajouter des lignes dans le tableau des effectifs qui correspondent à des emplois qui existent déjà, l'effectif théorique est de 274 postes ouverts pour seulement 162 prévus. Il faut donc encore « nettoyer » une centaine de postes. Il informe que l'effectif est donc de 162 agents.*

*M. GIMENEZ demande si les agents des thermes sont inclus dedans.*

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 332-8.2° et L. 313-1 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2019-1414 du 19/12/2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

M. le maire indique à l'assemblée délibérante qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs, suite aux changements d'affectation du personnel des Thermes et dans l'optique de recrutements à venir.

Cette réactualisation est effectuée à partir du dernier tableau des effectifs du 1/12/2022.

- Considérant la nécessité de créer les postes suivants, à compter du 1/01/2023 :

#### FILIERE ADMINISTRATIVE :

**1 emploi d'assistant comptable**, au grade d'adjoint administratif, à temps complet afin de renforcer l'équipe actuelle, et dont les missions principales seront :

- Contrôler les factures des services et mise au circuit de validation
- Assurer la bonne exécution comptable des budgets
- Préparer et saisir les engagements des dépenses et recettes
- Saisir les mandats et titres
- Participer à la préparation et l'exécution budgétaire, suivi des balances mensuelles

- Création, gestion et contrôle des emprunts
- Création, suivi et mise à jour des fiches de biens...

#### FILIERE TECHNIQUE :

Par délibération en date du 29/09/2022, **l'emploi de DST** a été créé au grade d'Ingénieur territorial, ainsi qu'aux grades du cadre d'emplois des Techniciens territoriaux. Afin de mettre en adéquation l'emploi avec le grade du candidat sélectionné, ce poste est également ouvert au grade **d'Ingénieur Principal**, à temps complet.

**1 emploi d'agent d'entretien**, services généraux, au grade d'adjoint technique, à temps complet, dont les missions principales seront les suivantes :

- Entretien des locaux communaux (hôtel de ville, ateliers, espace Mandela)
- Contrôle de l'approvisionnement en matériels et produits de nettoyage
- Préparation des buffets et cocktails lors de cérémonies protocolaires.

#### FILIERE SOCIALE :

**1 emploi agent polyvalent (accueil)**, au grade d'agent social principal 2<sup>ème</sup> classe, à temps complet, dans le cadre d'une mutation du CCAS vers la mairie de Bagnères de Luchon.

Ces emplois seront occupés prioritairement par des fonctionnaires.

Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ils pourront être pourvus par des agents contractuels de droit public sur la base de l'article L. 332-8-2° précité ;

Ils pourront être recrutés par voie de contrat à durée déterminée de maximum 3 ans compte tenu du besoin des services pour assurer le bon fonctionnement des services.

Les contrats seront renouvelables par reconduction expresse. La durée totale des contrats en CDD ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, les contrats des agents seront reconduits pour une durée indéterminée.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Le tableau des effectifs, après information au comité technique en date du 12/12/2022, se trouve modifié au 1/01/2023 selon les annexes à la présente.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver le tableau des effectifs découlant des mises à jour exposées, tel que présenté en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la mise à jour du tableau des effectifs exposée en séance et les annexes en découlant jointes à la présente.

34. LIGNES DIRECTRICES DE GESTION, INFORMATION AU CONSEIL MUNICIPAL.

Le maire présente aux élus les lignes directrices de gestion.

*M. le maire rapporte qu'un ajustement mineur a été discuté et approuvé ce même jour en comité technique. Il note que le détail des actions qui seront menées pour la bonne tenue de ces lignes directrices de gestion est résumé dans les pages 12 à 16 du document dont dispose les élus en séance.*

*Ces actions permettent la bonne tenue des postes et des avancements de grade. Il souligne le travail de fond effectué par la DRH, qui a fait de son mieux pour que ces lignes directrices de gestion soient applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et pour que le retard pris au fil du temps soit rattrapé.*

*Le comité technique a donné un avis favorable.*

*M. le maire indique aux élus qu'il leur laisse du temps aux élus pour lire le document.*

*M. le maire donne rendez-vous aux élus la semaine suivante, il rappelle qu'il est important de finaliser le contrat de la DSP des thermes et de revoir certains ajustements intervenus depuis le mois de février 2022.*

31. QUESTIONS DIVERSES

*Mme CAU informe qu'elle peut à nouveau recevoir des e-mails sur sa messagerie.*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est close à 19 h 35.